

Non à l'étranglement des services et des aides publiques !

Qu'impose la loi 11398 dite « personal stop » : tant que la dette n'est pas ramenée au montant des ressources de l'État, soit une économie de 5 milliards, cette loi gèle les charges de personnel et l'ensemble des charges de fonctionnement de l'État y compris les subventions, les aides sociales et le soutien au monde associatif.

Cette loi nie les besoins croissants de la population : la population genevoise augmente et donc les besoins en prestations publiques également, tant pour les enfants, les jeunes, les familles en difficulté que les personnes âgées, mais aussi pour tout un chacun : permis de travail, transports publics, contrôles automobiles, etc. Avec cette loi, plus moyen d'y répondre. Selon le principe de la réallocation des ressources, toute augmentation dans un service ou une institution devra être compensée par une coupe ailleurs. Pour engager un nouvel enseignant, il faudra supprimer un poste d'assistant social ; pour ouvrir un EMS, il faudra fermer un foyer pour jeunes, ou pour personnes handicapées. C'est absurde!

Danger mortel pour les prestations publiques : cette loi va provoquer un sous-effectif et des dysfonctionnements généralisés dans la fonction publique, ainsi que l'abandon de prestations ou de soutiens publics, ou des privatisations massives. Pour renforcer la sécurité, il faudra sabrer dans la santé ; pour maintenir la santé, il faudra couper dans l'éducation; pour maintenir l'éducation, il faudra hacher dans le social. Pour maintenir le social, il faudra lâcher la culture. Pour maintenir la culture, il faudra abandonner l'environnement, etc. Aucun secteur ne sera à l'abri.

Conditions de travail passées à la moulinette : les services, dont la plupart sont déjà surchargés, verront leurs effectifs gelés ou diminués, certains seront totalement dépassés : il faudra faire **beaucoup plus** avec **beaucoup moins**. Surmenage et burn-out se multiplieront. Les conditions de travail passeront à la moulinette : remplacements, horaires, effectifs, durée du travail, formation continue, tout sera remis en question. La qualité des services sera affectée et la population en paiera le prix fort.

Cette loi met en danger la caisse de retraite du personnel de l'Etat : elle ne sera plus assez financée, et devra subir des mesures d'assainissement et des coupes de prestations de retraite.

Augmentation du chômage : l'Etat devra compenser les augmentations obligatoires de charges, comme par exemple les aides sociales inscrites dans la loi, par des suppressions de postes et des licenciements. Déroutante manière de redresser l'économie en créant de la précarité et du chômage.

Vers une société à deux vitesses : toutes ces coupes dans les prestations et les conditions de travail ont une cause : les partis de droite ne veulent plus de redistribution sociale à travers les prestations publiques et sociales. Cette loi accélérera la mise en place d'une société à deux vitesses et creusera les inégalités sociales. Les salarié-e-s n'auront plus tous-tes accès à des prestations de qualité, que seuls les plus riches pourront se payer.

Une loi irresponsable : dans un scénario optimiste, il faudrait 25 ans avec 200 millions de bénéfice chaque année pour atteindre l'objectif fixé par la loi : ramener la dette des 13 milliards actuels aux 8 milliards du montant des charges. Or selon les prévisions, la population aura augmenté d'au moins 20%, les personnes âgées de 60%, les enfants de près de 15%. Mais pendant tout ce temps, aucune augmentation des moyens ne sera possible ! Sans compter que les futures baisses d'impôts (RIE III etc.) augmenteront encore la charge à économiser et la durée nécessaire. D'ici à cette échéance, Genève aura perdu les moyens de financer sa santé, son aide sociale et à domicile, son école de qualité, son réseau d'EMS, son hôpital universitaire, son université, etc.

Un référendum indispensable : cette loi dogmatique, absurde et arbitraire votée par le PLR, le MCG, l'UDC et le PDC représente une attaque d'une violence inouïe contre les prestations à la population et contre les conditions de travail dans le service public, qu'elle vise à démolir. Signez le référendum et faites-le signer autour de vous !